

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Band: 64 (2014)
Heft: 1

Artikel: Une Suisse pas si tranquille : le répertoire d'action violentes, durant la deuxième partie du XXe siècle
Autor: Villiger, Carole
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-390821>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une Suisse pas si tranquille. Le répertoire d'actions violentes, durant la deuxième partie du XX^e siècle

Carole Villiger

Not So Peaceful Switzerland. A Register of Violent Actions in the Second Half of the 20th C.

Switzerland is often seen as a haven of peace and security due to its system of direct democracy, its political stability, and its economic prosperity. However, this stereotypical representation does not stand up to analysis. During the second half of the twentieth century, many violent acts were committed in the name of political contestation. The country experienced outbreaks of violence from international organisations such as the Popular Front for the Liberation of Palestine, Armenian movements as well as national guerilla movements such as the German «Rote Armee Fraktion» (RAF), and the Italian «Brigate Rosse», as examples of the better known organisations. Some Swiss movements have also expressed their protests in a radical way. A rough typology identifies three different political tendencies: separatists and anti-separatists in the Canton of Jura, the Far Left and the Far Right. The aim of this paper is to identify the different Swiss movements that have used the radical repertoire of protest and what are the main contextual aspects that have promoted the increase in violent actions.

La Suisse, bien que située géographiquement au carrefour européen ainsi que des échanges économiques et culturels, est régulièrement considérée comme un lieu isolé et préservé des événements politiques et sociaux qui ont touché les pays alentours, tout au long du XX^e siècle. Elle aurait ainsi été globalement préservée des guerres de la première moitié du XX^e siècle et des révoltes sociales qui ont marqué les années 1968. Elle aurait également été épargnée par les épisodes de revendications politiques ex-

Carole Villiger, Département d'histoire, Faculté des Lettres, Anthropôle-Bureau 5100, Université de Lausanne, carole.villiger@unil.ch

primées de façon violente, vécus par l'Allemagne et l'Italie, pour les cas les plus connus. Ce cliché se traduit par le peu d'études qui ont été consacrées aux révoltes radicales, en Suisse. De même, lors des recherches comparatives entre plusieurs pays sur ce sujet, elle n'est pas prise en considération. Cette image stéréotypée de la Suisse ne résiste toutefois pas à l'analyse. Une rapide recherche dans la presse de l'époque démontre que le pays a été marqué tant par les attaques d'organisations de lutte armée d'envergure internationale, telles que le Front Populaire de Libération de la Palestine et l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie qui ont organisé plusieurs attentats meurtriers en Suisse, entre 1969 et 1981, que celles de groupes de guérilla nationaux, tels que les mouvements allemands Rote Armee Fraktion (RAF) et Bewegung 2. Juni, ou encore les Brigades rouges italiennes, durant les mêmes années. Sur le plan intérieur, le pays a également fait face à des actes de violence justifiés par des objectifs politiques, avec les revendications des séparatistes et des anti séparatistes du canton du Jura, celles de l'extrême gauche et celles de l'extrême droite.

Cet article est consacré aux répertoires d'actions violentes utilisés par les mouvements helvétiques, dans une perspective à la fois diachronique et synchronique. Son objectif est d'identifier les différents mouvements qui se sont manifestés dans le processus de politique nationale par des formes d'interventions radicales et ce qui, au niveau du contexte, a pu provoquer la multiplication de ce type d'activités. Afin de discerner les éventuelles corrélations entre les actions et les événements contextuels, j'ai procédé par un repérage des différentes phases des répertoires d'action relatives à chaque courant politique.

Pour ce qui est de déterminer les contours d'une action violente justifiée par des objectifs politiques, je me suis inspirée des critères développés par les chercheurs qui ont analysé les répertoires d'action, tels que Charles Tilly,¹ Ted Gurr et Hugh Graham,² ou encore Donatella della Porta.³ Ces derniers ont estimé qu'une action est violente lorsqu'une interaction est observable entre plusieurs parties et que durant cet échange, des biens matériels sont endommagés ou/et des personnes sont atteintes physiquement, ceci malgré une résistance. Della Porta met encore en

1 Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading (Mass.) 1978.

2 Ted. R. Gurr, Hugh D. Graham, *The History of Violence in America*, Bentham Books, New York 1969.

3 Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge University Press, Cambridge 1995.

avant le fait que cette force physique est considérée comme illégitime, au moment où elle se produit, par la culture dominante.⁴

Les sources qui m'ont permis de répertorier les événements comportant des actions politiques radicales, sont les archives de la presse suisse qui ont été numérisées ainsi que les coupures de presse réunies dans les fonds d'archives,⁵ les sources audiovisuelles de la TSR,⁶ les documents de la police fédérale,⁷ les archives des mouvements⁸ et des interviews menées avec d'anciens activistes. Bien que toutes ces sources aient été utiles, néanmoins, sur la question de l'identification des événements, ce sont les archives des médias qui l'ont principalement été. Le rythme de parution des quotidiens implique un suivi régulier de l'actualité ce qui en fait la source d'information la plus indiquée pour ce genre de recherche.

Le pointage des faits selon cette méthodologie induit deux biais: d'une part, il se concentre sur des actions qui se sont manifestées par leur éclat et qui ont donc trouvé un écho dans les médias ou dont les auteurs ont été arrêtés par la police. Lorsque cela n'a pas été le cas, les événements ont échappé à l'analyse. Il est probable, par exemple, que de nombreux incendies criminels boutés dans les maisons logeant des réfugiés n'aient pas fait l'objet d'enquêtes et soient par conséquent, restés dans l'ombre. D'autre part, une partie importante des sources d'information disponibles pour un tel sujet sont celles du pouvoir qui a travaillé à arrêter et punir ceux qu'il considérait comme ses adversaires. Ainsi, la violence de l'Etat y apparaît peu. Que ce soit la brutalité répressive de la police, pourtant visible, mais qui n'a pratiquement pas été rapportée ou les violences plus feutrées, telles que les tortures «propres» pratiquées dans les prisons – les cellules d'isolement, la privation sensorielle, la lumière et la surveillance vidéo 24 heures sur 24. Cette violence n'est perceptible que par des analyses qui se situent au niveau des mouvements et des activistes mais qui est peu apparente dans le cadre d'une étude macro contextuelle comme celle-ci.

4 Donatella Della Porta, Violence politique et mouvements sociaux: une introduction, in: Xavier Crettiez, Laurent Mucchielli (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, Paris 2010, ici p. 273.

5 Le Journal de Genève, la Gazette de Lausanne, le Nouveau Quotidien, la Feuille d'avis de Lausanne, la Tribune de Lausanne, 24Heures, Le Matin, L'Express et L'Impartial. J'ai également consulté la base de donnée PressDox, qui réunit les principaux titres alémaniques, au Sozialarchiv, à Zurich.

6 Sur leur site: www.ideesuisse.ch et aux archives de la RTS, à Genève.

7 Archives fédérales, les fonds de la police fédérale compris dans la cote E4320C, 1995/390 et 392 ainsi que 2001/55.

8 Les archives déposées au Sozialarchiv et à la Zentralbibliothek, à Zurich ainsi qu'au CIRA, à Lausanne.

Les actions violentes et les mouvements inscrits dans le conflit jurassien

Depuis le rattachement du territoire de l'ancien Evêché de Bâle à l'émissaire bernois, en 1815, les tensions dans la région du Jura n'ont pas cessé. Mais c'est à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, que les hostilités éclatent ouvertement avec un degré de radicalité important. A la fin de la Deuxième guerre mondiale, les opinions se crispent et aboutissent à un véritable clivage qui oppose les séparatistes souhaitant s'émanciper des Bernois et les anti séparatistes refusant la partition. Dès les années 1950, cette polarisation prend une envergure telle qu'elle surpasse les autres enjeux politiques, transcendant les positions gauche-droite et regroupant dans chaque camp des membres de différents partis.⁹ Les éléments qui ont conduit à une telle situation sont une suite d'événements ponctuels qui sont venus cristalliser un contexte général conflictuel. Parmi ceux-ci, «l'affaire Moeckli»,¹⁰ du nom du Jurassien qui aurait dû accéder au Conseil d'Etat bernois, en 1947, et qui a été supplanté par un confrère alémanique. Puis, en 1955, le Département fédéral militaire décide d'installer une place d'armes dans le Jura, hésitant entre les Franches-Montagnes ou l'Ajoie, ce qui indigné les populations locales, majoritairement séparatistes. Ensuite, en 1959, les autonomistes lancent une initiative populaire cantonale dans le but d'organiser un plébiscite pour une séparation du canton. Mais celle-ci est refusée, ce qui légitime le gouvernement bernois dans ses positions et lui permet davantage d'intransigeance vis-à-vis des velléités indépendantistes, et qui, par conséquent, pousse les séparatistes à renforcer leur organisation. Puis, une série de mesures perçues comme discriminatoires, notamment le refus d'une candidature d'un député jurassien, l'exclusion d'un membre d'un parti politique ainsi que le limogeage d'un lieutenant en raison de leurs positions séparatistes, agissent comme des catalyseurs des hostilités latentes. Dès lors, plusieurs activistes autonomistes estiment que les moyens légaux sont désormais inefficaces pour faire entendre leurs

9 Gilbert Ganguillet, *Le conflit jurassien. Genèse et trajectoire d'un conflit ethno-régional*, Boko Druck Zürich, Zürich 1998, pp. 60 et 111–118. Par ailleurs, Claude Hauser a démontré la mixité des orientations politiques et des valeurs au sein du mouvement séparatiste, par exemple, qui comprenait à la fois des personnes défendant les libertés individuelles et d'autres qui étaient proches d'un mouvement comme la Ligue Vaudoise qui prônait des valeurs nationalistes. Selon lui, c'est l'engouement pour les valeurs francophiles et le rejet de l'esprit germanique qui ont conduit certains Jurassiens à adopter les thèses ultra-conservatrices de groupes d'extrême droite et à défendre un «nationalisme révolutionnaire». Cf. Claude Hauser, *L'aventure du Jura*, Antipodes, Lausanne 2004, pp. 43–65 et 91–132.

10 Georges Moeckli (1889–1974) était membre du Conseil exécutif bernois et Président du parti socialiste jurassien lorsque le Grand conseil a refusé de le nommer au Conseil d'Etat bernois.

volontés. Et en automne 1962, le Front de Libération du Jura (FLJ)¹¹ entre en scène avec une série d'attentats visant les intérêts bernois. Sa particularité a été de ne compter que des actions violentes dans son répertoire, à la différence du groupe Bélier,¹² par exemple, qui a recouru à un registre plus varié, comprenant tant des activités conventionnelles – manifestations, fêtes, publications – que radicales – incendies criminels et attentats. Les Béliers, en articulant finement des actions coup-de-poing et consensuelles, ont su jouer à la fois sur le registre de l'humour faisant appel à l'émotionnel et celui plus rationnel des règles imposées par le jeu démocratique. Ainsi, ils ont acquis une grande visibilité et un rayonnement important qui les ont propulsé au rang de symbole de la lutte indépendantiste jurassienne. Mais davantage que les Béliers, c'est le FLJ qui, par ses actions violentes, a incarné la détermination des autonomistes.

L'activisme intense des séparatistes se manifestant à la fois sur le plan institutionnel, par le biais d'un dialogue avec les autorités politiques et extra-institutionnel, avec des actions non conventionnelles, a conduit la position rivale à s'organiser afin de défendre ses intérêts, essentiellement centrés autour du maintien de leur statut dans le canton bernois. A l'image de leurs adversaires, les anti séparatistes se sont structurés à la fois en mouvements proches des institutions et en un groupe, les Sangliers,¹³ qui est également intervenu dans l'espace public au moyen d'actions radicales. Les Sangliers se sont constitués durant un moment décisif dans l'histoire du conflit jurassien, c'est-à-dire peu avant le premier plébiscite qui, en 1974, a consacré la naissance d'un territoire indépendant de Berne mais qui a également scellé la division du Jura. Si leurs activités radicales ont débuté à ce moment, c'est toutefois lors des deux plébiscites suivants, en 1975, qu'elles se sont multipliées et qu'elles ont atteint un degré de violence important.

11 Le Front de Libération du Jura (FLJ) est un mouvement clandestin fondé à la fin des années 1962. A ses débuts, il est composé de trois militants: Marcel Boillat, Jean-Marie Joset et Pierre Dériaz. A eux trois, ils ont planifié une dizaine d'attentats à l'explosif contre des cibles liées aux intérêts bernois, entre 1963 et 1964. Le 25 mars 1964, ses membres sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines: Marcel Boillat, à 8 ans de prison, Jean-Marie Joset, à 7 ans et Pierre Dériaz, à un an. La disproportion de la sentence en regard des actions a suscité un vaste élan de sympathie et de soutien dans les rangs des sympathisants de l'indépendance du canton. Le FLJ ne s'est pas illustré uniquement par ses actions radicales mais également par sa longévité. Cette dernière s'est étendue sur plus d'une trentaine d'années, de 1962 à 1993, morcelée en plusieurs générations dont les tenants n'ont pas été les mêmes d'un cycle à l'autre.

12 Le groupe Bélier est constitué en juillet 1962 par de jeunes activistes issus du mouvement Rassemblement jurassien (RJ), qui lui, existait depuis 1951 et qui utilisait essentiellement les canaux habituels de la démocratie directe.

13 Le groupe Sanglier est fondé en décembre 1973. Il est issu d'un autre mouvement, les Jeunesses civiques du Jura bernois qui lui, a vu le jour en 1965.

L'évolution des répertoires violents des séparatistes et des anti séparatistes

Dès la fin des années 1950, les séparatistes se sont singularisés par des actions d'une intensité peu commune. Elles ont visé des lieux symboliques en lien avec des sujets politiques qui ne récoltaient pas l'adhésion de ceux qui réclamaient un canton du Jura indépendant de celui de Berne. Ces actions se sont intensifiées au début des années 1960, sous l'impulsion de la création du FLJ. Depuis le début de l'année 1963 jusqu'en mars 1964, qui a marqué le démantèlement de la première génération du FLJ, une dizaine d'actions commises à l'aide d'explosifs ont ponctué l'année.

Puis, une deuxième génération du FLJ s'est mise en place et a poursuivi les activités radicales, jusqu'en 1966. La figure 1, montre que les actions ont été à nouveau nombreuses entre les années 1974 et 1980. Elles ont opposé les autonomistes des mouvements Bélier et FLJ aux anti séparatistes du mouvement Sanglier. Les affrontements directs entre les deux groupes jusqu'en 1980 ont été les plus violents: en 1974, un anti séparatiste abat un séparatiste. En 1975, l'année des plébiscites, les heurts entre les deux camps sont extrêmes. En avril, la ville de Moutier voit les premières émeutes armées entre les Sangliers et les autonomistes lors desquelles les grenadiers bernois s'interposent pour y mettre un terme. Trois mois plus tard, quinze personnes sont blessées, dont une par balles, lors d'un face-à-face. Et en septembre de la même année, Moutier voit une bataille rangée lors de laquelle les grenadiers bernois interviennent à nouveau afin de calmer les échanges. Plus de seize personnes sont sérieusement blessées. En mai et juin 1976, plusieurs combats armés entre les deux parties font des blessés dont deux par balles.

Dans les années 1960, les actions radicales des séparatistes se sont multipliées suite à une situation politique qui leur était défavorable et à l'échec des moyens institutionnels (initiatives, communiqués de presse) ainsi que des activités moins conventionnelles mais tolérées (rassemblements, manifestations non autorisées, barbouillages de symboles, affichages sauvages) auxquelles ils ont recouru pour revendiquer un changement. Puis, dès 1974, sont venues s'ajouter les provocations de deux fronts opposés au registre d'action similaire: les Sangliers d'un côté et le FLJ ainsi qu'une partie des Béliers de l'autre. Ce qui a eu comme effet une augmentation des actions, à la fois en nombre et en intensité, dès lors que les atteintes ont été humaines. L'apparition des Sangliers n'a pas seulement eu comme conséquence des dynamiques confrontationnelles entre les deux camps mais elle a également engendré une radicalisation du

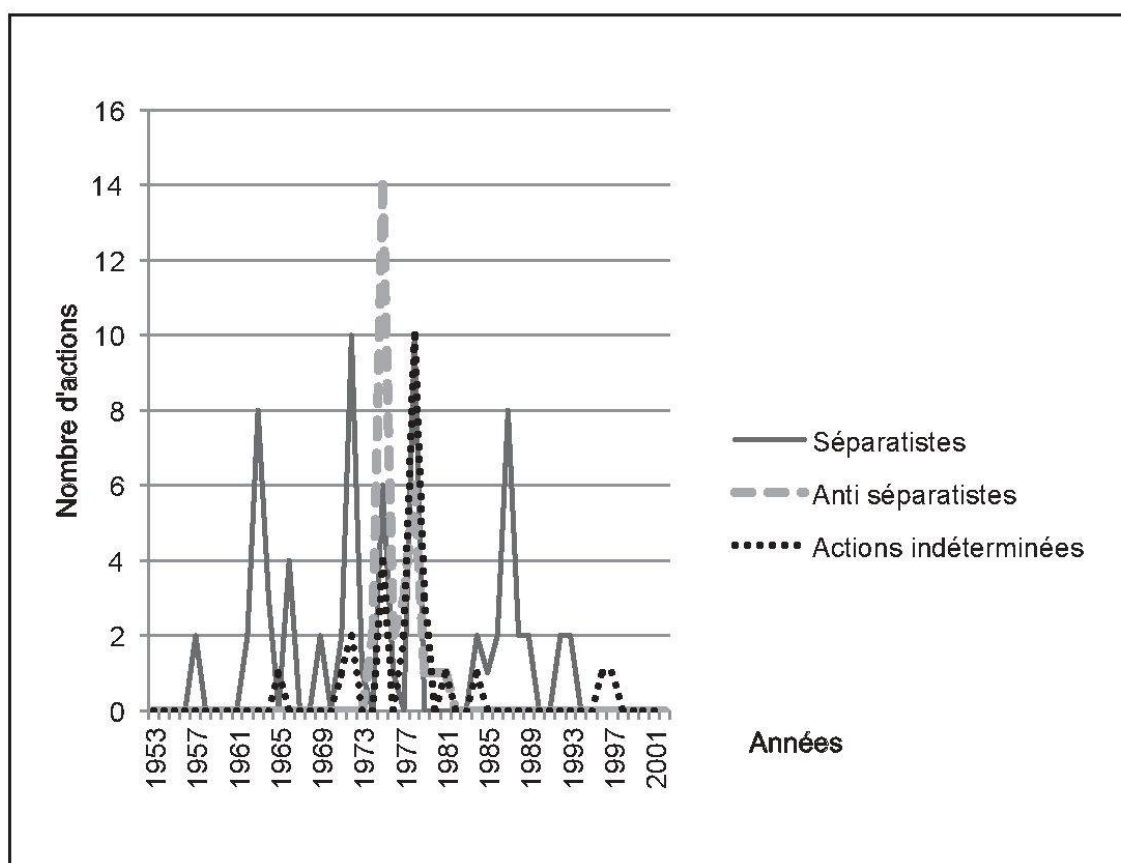


Figure 1. Les différentes phases des répertoires d'action.

répertoire des séparatistes. Jusqu'en 1974, le FLJ s'en était pris à trois reprises seulement à des personnes anti séparatistes en s'attaquant à leur domicile. Dès 1974, ce nombre s'est élevé à onze pour redescendre à trois après 1981, peu après que la partie Nord du Jura ait obtenu son indépendance. Ainsi, l'apparition des Sangliers a provoqué non seulement une escalade de la violence, avec des épisodes d'affrontements extrêmes, mais également une radicalisation du répertoire des mouvements initiaux, probablement induite par une réaction défensive.

Lorsque le canton du Jura a été consacré par les urnes, en 1979, le volume des activités a diminué mais il ne s'est toutefois pas complètement tari. La situation des indépendantistes se trouvant dans la partie Sud du canton, restée rattachée à Berne, n'ayant pas été résolue, la région a vécu des résurgences ponctuelles de violences. Dès 1984, les prémices de nouvelles flambées d'insurrections se sont fait ressentir. Celles-ci ont été le fruit d'une situation conflictuelle propre au sud du canton, à laquelle est venue s'ajouter la révélation que le Conseil exécutif de Berne avait oc-

troyé des fonds publics aux anti séparatistes, entre 1974 et 1982.¹⁴ L'enlissement du conflit et les attermolements des autorités politiques à trouver une issue qui soit favorable aux deux parties ont conduit, en partie, à la constitution d'une nouvelle génération du FLJ. Dès 1987, leurs actions se sont multipliées et elles se sont poursuivies sur un rythme décroissant jusqu'en 1993, lorsque le jeune séparatiste Christophe Bader a trouvé la mort dans le déclenchement inopiné de son explosif, ce qui a ponctué la fin des hostilités armées.

Les actions violentes et les mouvements inscrits à l'extrême gauche

Les mouvements d'extrême gauche qui ont recouru aux actions violentes durant la deuxième partie du XX^e siècle ont été nombreux et diversifiés, tant sur le plan des idéologies et des valeurs qu'ils ont défendues, que des revendications pour lesquelles ils ont lutté.¹⁵ Quatre courants principaux ont traversé cet ensemble: les anarchistes, les groupes qui ont lutté pour les intérêts des activistes politiques emprisonnés, les mouvements autonomes et les organisations anti nucléaires. Ces différents courants n'ont pas été homogènes et à l'intérieur de chacun d'entre eux plusieurs tendances ont été encapsulées, à l'image des poupées russes.

Le courant formé par les anarchistes s'est illustré par une quasi-absence d'actions violentes malgré un imaginaire collectif qui voudrait leur attribuer l'explosif comme un moyen d'action privilégié. Cette représentation est sans doute héritée du courant insurrectionnel qui a préconisé le recours à l'attentat, pour lutter contre la bourgeoisie, à la fin du XIX^e siècle, mais qui a été éphémère.¹⁶ Durant la deuxième moitié du XX^e siècle, seuls deux mouvements sont intervenus de façon radicale. Le premier, Ravachol,¹⁷ a incendié le Consulat d'Espagne, à Genève, avec

14 Cette révélation a pris le nom de «scandale des caisses noires». Le montant de ce soutien est très discuté. Les séparatistes ont avancé que la somme était de plus de quatre cent mille francs. Emma Chatelain, «Nous sommes des hommes libres sur une terre libre». *Le mouvement antiséparatiste jurassien (1947–1975) son idéologie et ses relations avec Berne*, Editions Alphil, Neuchâtel 2007, p. 91.

15 En m'inspirant des analyses menées sur les caractéristiques de l'extrême gauche et en suivant la trame des répertoires d'action radicaux, j'ai inscrit dans l'extrême gauche les mouvements extra-parlementaires, partageant un idéal révolutionnaire, les mêmes valeurs de base – une redistribution égalitaire, un rejet du capitalisme ainsi que de la bureaucratie privée et publique – et qui sont situés tout à gauche des partis socio-démocrates et communistes traditionnels.

16 Xavier Bekaert, *Anarchisme. Violence, non-violence*, Editions du Monde Libertaire, Paris 2000, pp. 18–26; Philippe Pelletier, *L'Anarchisme*, Le Cavalier Bleu, Paris 2010, pp. 41–60.

17 Le groupe Ravachol s'est inspiré du célèbre anarchiste du même nom qui avait prôné et pratiqué l'insurrection, au XIX^e siècle. Le mouvement genevois s'est dissout peu après

des cocktails Molotov, en février 1961. Et le deuxième, le groupe Chanäen¹⁸ a organisé deux attentats dirigés contre le poste de police et l'Hôtel de Ville, à Zurich, entre 1968 et 1969. La violence de ces actions a été symbolique dans la mesure où elles n'ont occasionnés que des dommages matériels. Les groupes anarchistes Bändlistrasse, à Zurich, ainsi que celui réuni autour de Didier M.,¹⁹ à Genève, bien qu'ils aient rassemblés des armes et qu'ils aient probablement eu l'intention de collaborer avec des organisations de lutte armée européenne, ne sont toutefois jamais passés à l'action.

Le deuxième courant regroupe ceux qui ont lutté contre les conditions de détention et l'extradition des activistes politiques incarcérés dans les prisons suisses. Le plus connu d'entre eux a été le groupe Rote Hilfe.²⁰

Par ses liens supposés avec des groupes armés, tels que les Brigades rouges et la RAF, Rote Hilfe a été très surveillé. Et ses activités ont donc été essentiellement clandestines et non revendiquées. Il est probable que le mouvement ait participé à la dizaine d'attentats commis en guise de protestation contre les détentions dans les prisons suisses d'activistes d'organisations de lutte armée, tels que Heidi et Pietro Morlacchi, des

que ses quatre activistes, d'une vingtaine d'années, aient été arrêtés, suite à leur action contre le Consulat d'Espagne.

- 18 Le mouvement Chanäen s'est fait connaître par deux attentats qu'il a revendiqué, en 1968 et 1969. Puis, le groupe s'est évanoui en 1970, lorsque ses quatre activistes ont été arrêtés.
- 19 Le groupe Bändlistrasse (ou Bändli-Gruppe) et le mouvement réuni autour de Didier M., à Genève ont probablement projeté de former des groupes de guérillas urbaines ou de participer dans les rangs des mouvements armés allemands. Dans ce but, ils avaient constitué une importante réserve d'armes. Mais ils ont été arrêtés par la police avant qu'ils ne soient passés à l'action. Cf. Archives du Aufbau, Zürich, *Revolutionärer Aufbau Schweiz, Der Bewaffnete Kampf in seinem historischen Kontext*, Revolutionärer Aufbau, Zürich 1997, pp. 22–32. A propos du groupe Bändlistrasse, voire également Dominique Wisler, *Violence politique et mouvements sociaux: étude sur les radicalisations sociales en Suisse durant la période 1969–1990*, Georg, Genève 1994, pp. 227–269.
- 20 Le groupe Rote Hilfe, a été créé dans les années 1920, à l'initiative de la III^e Internationale, en Russie, afin de porter secours aux réfugiés communistes. Par la suite, des cellules se sont multipliées à son image un peu partout en Europe. En Suisse, le rôle de Rote Hilfe était de fournir un refuge pour les communistes et les socialistes qui étaient persécutés dans leurs pays. Le groupe s'est dissout peu avant la Deuxième Guerre mondiale. Puis, plusieurs mouvements ont à nouveau émergé en Europe, dans les années 1970 avec comme objectif le soutien aux activistes politiques d'extrême gauche. En Suisse, Rote Hilfe s'est également mobilisé afin de fournir une aide aux militants des groupes de lutte armée allemands et italiens. Celle-ci a été de l'ordre du refuge, de l'approvisionnement en ressources matérielles et d'un soutien juridique lorsqu'ils étaient incarcérés. Pour la première moitié du XX^e siècle: Sozialarchiv, 69.0 f, KS 335/328, 329, 330, Hilfsorganisation der Dritten Internationale: 1920–1941, Internationale Rote Hilfe, Rote Hilfe: einzelne Länder. Et archives fédérales, E 4320 (B), 1992/149, 08/0039, 1923–1933, Rote Hilfe Schweiz. Pour la deuxième moitié du XX^e siècle: la documentation réunie au siège du groupe Aufbau, à Zurich et les archives fédérales, E 4320 C, 1995/390, Bd. 255, réf. 39/630, 1974–1975, Terrorismus, Rote Hilfe.

Brigades rouges, en 1975, Petra Krause, également en 1975, Gabriele Kroecher-Tiedmann et Christian Möller, du mouvement allemand Bewegung 2. Juni, en 1977 et Rolf Clemens Wagner, de la RAF, en 1979.

Le troisième courant est formé par les groupes autonomes. Les anciens activistes qui ont pris part à ces mouvements, en Suisse, mettent en avant des caractéristiques telles que l'anticapitalisme, le refus de toute hiérarchie, la vie en collectivité, une dimension subculturelle importante et une organisation spontanée. En situer précisément l'émergence est compliqué. Nombre d'entre eux se sont constitués dans les communautés zurichoises et celles des villes alentours, dès 1968 et se sont développés dans le courant des années 1970. Mais ce n'est que dans les années 1980 qu'ils sont intervenus dans l'espace public par un répertoire violent. La plupart ont été des groupes alémaniques et la majorité de leurs actions a été commise dans les villes germanophones. Seules les Autonomie Zellen/Cellules autonomes²¹ ont déployé l'étendue de leur répertoire jusqu'à Genève où un des activistes avait des liens dans une communauté. L'intensité des actes de ces groupes a été de niveau bas à moyen. Ils ont visé essentiellement du matériel à l'exception de deux actions qui ont touché les domiciles de personnalités politiques. La première, organisée par les Autonomie Zellen/Cellules autonomes, a été dirigée contre la maison du Conseiller fédéral Rudolph Friedrich, alors à la tête du Département de justice et police, en août 1984, à Winterthur. La deuxième a été le fruit des Revolutionäre Zellen.²² Elle a visé le domicile d'Hedi Lang, qui était la cheffe du Département de justice du canton de Zurich, en septembre 1984.

Enfin, le quatrième courant est celui des milieux anti nucléaires. La plupart de leurs actions ont été anonymes mais cinq groupes les ont revendiquées, dont les plus connus d'entre eux ont été Do-it-Yourself! et GAGAK.²³ Leurs activités ont duré une dizaine d'années, entre 1973 et

21 Les Autonomie Zellen/Cellules Autonomes ont été issues des communautés, en Suisse alémanique. Elles ont mené des actions non conventionnelles dès les années 1980. Mais c'est en 1984, qu'elles se sont signalées avec un attentat mené au domicile du Conseiller fédéral Rudolf Friedrich, chef du DFJP. Quelques actions ont été organisées à Genève mais la majorité de celles-ci ont eu lieu en Suisse orientale. Le groupe qui a subi une répression importante – une trentaine d'activistes a été arrêtée et une vingtaine incarcérée – s'est éteint au milieu des années 1980.

22 Les Revolutionäre Zellen sont intervenues avec des moyens radicaux en même temps que les Autonomie Zellen/Cellules Autonomes. Mais une seule action est à leur actif, celle qui a visé le domicile de la Conseillère d'Etat socialiste Hedi Lang, en 1984. Le groupe s'est certainement inspiré du modèle homonyme allemand.

23 Les mouvements GAGAK et Do-it-Yourself! sont intervenus avec des actions radicales pour lutter contre les centrales nucléaires, dès la fin des années 1970 et jusqu'en 1984. GAGAK était un mouvement suisse alémanique qui s'est mobilisé contre le projet d'implantation de la centrale de Kaiseraugst, à la fin des années 1970. Do-it-Yourself!

1984. Leurs actions ont été plus nombreuses que celles des trois courants précédents puisqu'à elles seules, elles ont représenté environ 40% de l'ensemble de tous les actes radicaux de l'extrême gauche. Celles-ci n'ont occasionné que des dégâts matériels: des centrales nucléaires et leurs représentations ainsi que des pylônes électriques. Toutefois, deux actions ont pris comme objectif des individus mais sans les blesser.

Si pour des raisons de clarté, chaque courant a été analysé isolément, dans les faits, la séparation entre chacun d'entre eux n'a pas été si effective. Premièrement, parce que de nombreux mouvements ont lutté à la fois contre les conditions de détention des activistes politiques incarcérés, contre l'énergie nucléaire et qu'ils ont souvent partagés des idées anarchistes. Et deuxièmement, parce que plusieurs activistes ont milité successivement ou en même temps, dans des groupes de tendances différentes.

L'évolution des répertoires d'action des mouvements d'extrême gauche

Durant la deuxième partie du XX^e siècle, les premières actions radicales de l'extrême gauche se sont amorcées à l'aube des années 1960 et elles se sont tariées en 1990. Dès 1968, elles se sont succédées régulièrement, avec un accroissement entre 1970 et 1985. Les prémisses ont correspondu aux révoltes sociales marquant la fin des années 1960 et le crépuscule a coïncidé avec l'effondrement du bloc communiste qui a laissé la place à d'autres formes de revendications, comme celles des altermondialistes, par exemple. Leur amorce en 1968 ne signifie toutefois pas que les mouvements qui ont eu recours au répertoire violent sont nés dans le sillage des révoltes de Mai 1968. Cela a été le cas pour certains d'entre eux mais d'autres se sont constitués sans que leurs militants n'y aient pris part. Du reste, ce n'est pas en 1968 que les actions radicales se produisent, en Suisse. A cette époque, elles n'en sont qu'à leurs balbutiements, les mouvements leur préférant nettement des interventions plus modérées dans l'espace public. Les actions violentes ne se déploient pleinement que dix ans plus tard, à la fin des années 1970 et dans les années 1980, comme l'indique la figure 2. Et cette intervalle est suffisante pour que la génération qui a milité dans les années 1980 ne soit pas forcément la même que celle des années 1968.

est intervenu tant en Suisse alémanique qu'en Suisse romande en prenant pour cible des pylônes électriques et menaçant les politiciens défendant les intérêts des entreprises nucléaires, entre 1981 et 1983. Les archives fédérales indiquent que les activistes à l'origine des dégâts n'ont jamais été arrêtés: E 4320 (C), 1995/392, Bd. 187, réf.: 39/791, 13.05.1980, Terrorismus/Untersuchungsakten zu Sprengstoffanschlag AKW Kaiseraugst.

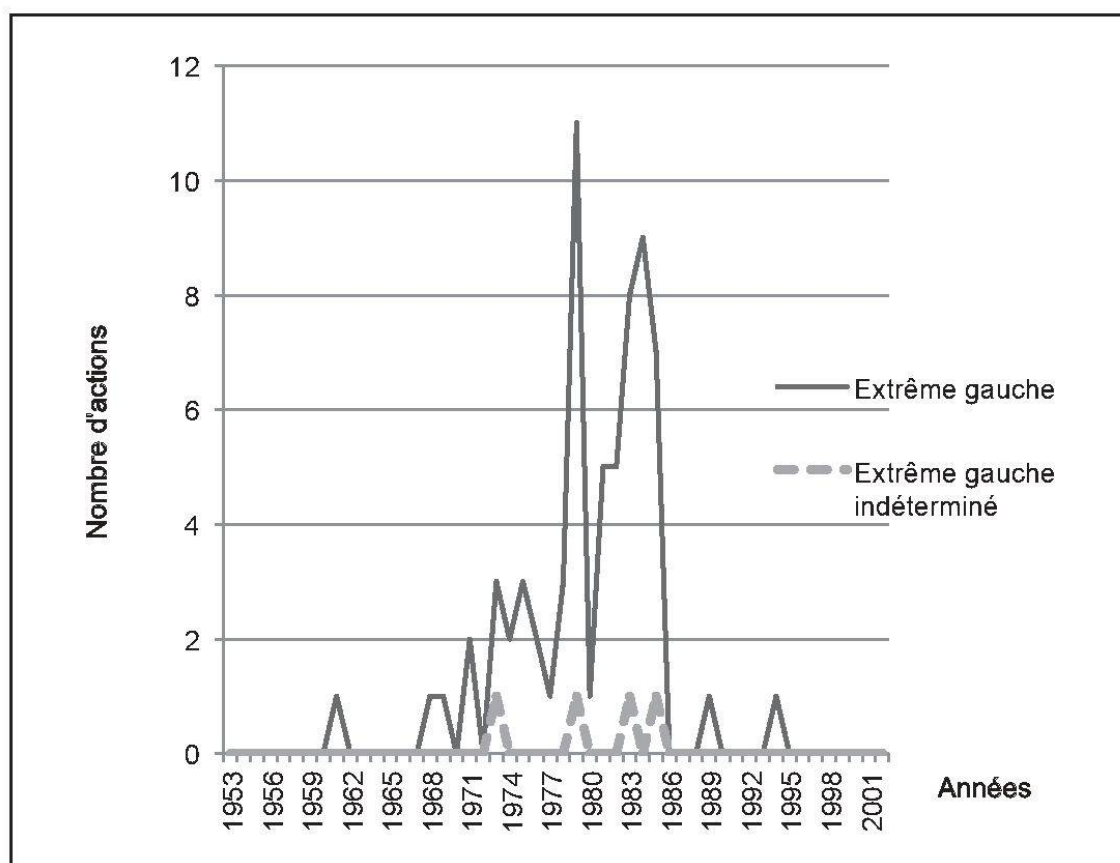


Figure 2. Les différentes phases des répertoires d'action.

Une recrudescence particulière des actions radicales a été manifeste entre 1975 et 1980. Elle s'explique, en partie, par des événements tels que la présence d'activistes de groupes de lutte armée allemands et italiens, évoqués précédemment dans les prisons suisses. Puis, l'émergence de nouveaux thèmes de mobilisation a également provoqué une hausse des actions. Dès le milieu des années 1970, les luttes contre l'énergie nucléaire ont donné lieu à de vives protestations, suite à l'échec des revendications formulées par les voies institutionnelles.²⁴ De toutes les orientations de l'extrême gauche, les mouvements anti nucléaires ont totalisé le plus grand nombre d'actions radicales. Ce qui explique les pics d'actions entre 1979 et 1984.

Ces événements ponctuels ont certes provoqué des recrudescences d'actions radicales à des moments précis. Toutefois à eux seuls, ils n'expliquent assurément pas le recours à ce type d'actions. Le contexte dans lequel les activités radicales des mouvements d'extrême gauche sont sur-

²⁴ Hanspeter Kriesi, *AKW-Gegner in der Schweiz. Eine Fallstudie zum Aufbau des Widerstands gegen das geplante AKW Graben*, Rüegger, Diessenhofen 1982.

venues a été marqué par la guerre froide qui a généré un fort sentiment anti communiste. Cette appréciation a conduit les autorités helvétiques à regarder toute velléité insurrectionnelle provenant des mouvements de la gauche par le prisme du danger provenant du communisme. Les recherches qui ont été menées sur les mouvements sociaux en Suisse, dans le champ de la science politique, ont analysé les variations des répertoires d'action suivant les structures des opportunités politiques. Ces dernières ont pointé que plus les institutions politiques étaient fermées aux revendications des mouvements, plus ceux-ci avaient tendance à durcir leurs moyens d'intervention dans l'espace public.²⁵ La tolérance particulièrement faible du pouvoir politique, des services de police ainsi que de la justice vis-à-vis des mouvements de gauche est un aspect important dans l'évolution des répertoires d'action de ces derniers.

Les actions violentes et les mouvements inscrits à l'extrême droite

C'est à partir des années 1980 que les mouvements d'extrême droite²⁶ helvétiques se sont illustrés par des activités violentes, principalement à l'encontre des immigrés et des centres de réfugiés. Les skinheads²⁷ ont

25 Hanspeter Kriesi, René Lévy, Gilbert Ganguillet, Heinz Zwicky, *Politische Aktivierung in der Schweiz, 1945–1978*, Rüegger, Diessenhofen 1981; Marco Giugni, Sven Hutter, *Protest Politics in a Changing Political Context: Switzerland, 1975–2005*, in: *Revue Suisse de Science Politique* 15 3(2009), pp. 427–461; Hanspeter Kriesi, Dominique Wisler, *Public Order, Protest Cycles and Political Process: Two Swiss Cities Compared*, in: Donatella Della Porta, Herbert Reiter (éd.), *Policing Protest. The control of mass demonstrations in Western democracies*, University of Minnesota Press, Minneapolis/London 1998, pp. 91–116; Wisler, *op. cit.*

26 En m'inspirant des analyses sur les caractéristiques de l'extrême droite et en suivant le fil rouge du répertoire d'action radical, j'ai été amenée à considérer l'extrême droite comme un ensemble de mouvements situés à l'extrémité des partis de la droite radicale parlementaire, qui ne reconnaissent pas le gouvernement en place, qui rejettent la démocratie et qui partagent des valeurs communes comme l'exclusionisme, l'autoritarisme et le populisme. Cas Mudde, *The War of the Words: Defining of the Extreme Right Family*, in: *Western European Politics* 2(1996), pp. 225–248; Damir Skenderovic, *The Radical Right in Switzerland. Continuity and Change, 1945–2000*, Berghahn Books, New York/Oxford 2009.

27 L'aile d'extrême droite raciste du courant skinhead, le White Power Skin, est née en Grande Bretagne, à la fin des années 1970, début 1980. Rapidement, le mouvement a fait des émules dans la plupart des pays européens et aux États-Unis. Il a articulé une idéologie ainsi que des références symboliques inspirées du national-socialisme et une perspective subculturelle dominante. Le mouvement skinhead n'est pas homogène et il comporte plusieurs tendances influencées par les différents courants qui se sont développés en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, tels que les Hammerskins (USA) ou Blood&Honour (GB), qui sont les plus hégémoniques. Hormis ces derniers, de petites cellules ont émergé localement et de façon éphémère. En Suisse, le mouvement s'est développé au cours des années 1980, essentiellement dans les cantons alémaniques, mais également dans les régions vaudoises et genevoises. Du point de vue organisationnel, la plupart des mouvements skinheads ne sont pas structurés.

été les principaux à recourir à ce type de répertoire, totalisant près de 60% de l'ensemble des actions violentes commises par l'extrême droite. Ces derniers ont fait l'apologie d'un racisme décomplexé et brutal et contrairement à l'extrême gauche, ils ne se sont pas embarrassés de considérations d'ordre moral, autour des dégâts matériels et humains, dans la mesure où l'essentiel de leurs actions violentes ont été dirigées contre des personnes, les blessant parfois gravement et allant jusqu'à causer leur décès. Si les skinheads sont surreprésentés dans le recours aux actions violentes, ils n'ont néanmoins pas été les seuls dans ce credo. Les groupes alémaniques Patriotische Front,²⁸ Nationalrevolutionäre Partei Schweiz,²⁹ Nationalistische Front Baden,³⁰ Ku Klux Klan (KKK),³¹ Blood&Honour³² ainsi que le mouvement neuchâtelois Winkelried³³ sont intervenus dans l'espace public avec des actions violentes dirigées essentiellement contre des immigrés et des réfugiés mais également en direction d'organisations de gauche et d'extrême gauche. Les frontières entre ces groupes ont été perméables. Les skinheads, le Nationalrevolutionäre Partei Schweiz, le Patriotische Front et le KKK, par exemple, ont planifié plusieurs actions

- 28 Le Patriotische Front (PF) a été fondé en 1988, en calquant ses valeurs sur celles des fronts historiques, des années 1930. Son siège était établi à Schwyz mais il avait plusieurs antennes en Suisse alémanique. Dès 1989, le groupe a fait parler de lui par ses rassemblements et ses nombreux attentats dirigés contre des centres de réfugiés. Son leader, Marcel Strebel (1950–2001) a également contribué à projeter le mouvement sur le devant de la scène, par ses interventions dans les médias, lors desquelles il a multiplié les provocations, comme le salut hitlérien et les insultes contre les étrangers. En 1995, l'organisation n'existe plus.
- 29 Le Nationalrevolutionäre Partei Schweiz (NRPS) s'est constitué en mars 1989, dans le canton de Schaffhouse. Il s'est illustré par des actions violentes dirigées contre des individus dans la rue, un foyer de réfugiés mais surtout par un attentat commis au domicile d'un journaliste, à Winterthur, en 1990. Suite à cette action, le groupe s'est éteint.
- 30 Le Nationalistische Front Baden (NF) a probablement été une cellule locale intégrée dans le courant des fronts nationaux qui ont émergé à la moitié des années 1980, en Suisse alémanique. Plusieurs de ses activistes se sont illustrés dans les années 1990, par des attentats commis contre des centres de réfugiés. Les activités ont cessé au moment où les auteurs ont été arrêtés, en 1997.
- 31 Le Ku Klux Klan (KKK) a été créé en août 1988, dans le canton de Zoug. Comme son nom l'indique, il s'est inspiré de la société raciste américaine dont il a repris l'idéologie, le costume (les robes blanches à cagoules pointues) et le mode opératoire violent pour soutenir ses valeurs. En 1987, il s'est fait remarquer par plusieurs attaques à l'encontre de centres de réfugiés, lors desquelles il a enflammé des croix. Le groupe s'est dissout suite à l'arrestation de ses principaux membres, en 1987.
- 32 Blood&Honour est une des tendances du mouvement skinhead, constituée à la fin des années 1980, en Grande-Bretagne. En Suisse, Blood&Honour s'est développé à la fin des années 1990, en partie, en réaction au caractère estimé «élitiste» du mouvement Hammerskin qui s'est progressivement organisé et a inclus plusieurs cellules locales. Blood&Honour est un groupe clandestin et ses membres sont parrainés pour y entrer.
- 33 Le groupe Winkelried s'est constitué au milieu des années 1980, à Neuchâtel. Il s'est illustré à cinq reprises par des actions violentes dirigées contre des immigrés et à l'encontre de personnes ou d'organisations soutenant leur cause, en 1985 et 1986. Les six auteurs du groupe ont été arrêtés en 1990.

en commun, notamment des ratonnades, des incendies de centres de demandeurs d'asile ainsi que des agressions armées contre des immigrés. Par ailleurs, les militants ne se sont pas toujours limités aux activités d'un seul groupe, préférant passer d'un mouvement à l'autre.

Si la presse a représenté leurs actions comme étant le résultat d'actes impulsifs, voire pathologiques, les recherches ont démontré que ce n'était pas le cas. Près de 70% des actions provenant des skinheads ont été planifiées et justifiées par un objectif politique.³⁴ C'est le cas, par exemple, d'une attaque qui a été menée contre un festival de musique dont le thème était l'amitié des peuples, à Hochdorf, dans le canton de Lucerne, le 4 novembre 1995. Le groupe est intervenu armé de battes de baseball, de chaînes, de barres de fer et de gaz lacrymogènes, provoquant des dégâts matériels et blessant grièvement une dizaine de personnes. Dans cette situation, il a fallu identifier un lieu, se procurer des armes et prévoir un véhicule pour s'enfuir. Et dans ce sens, l'attaque n'a donc pas été spontanée.

Le décompte des actions violentes provenant de l'extrême droite est une démarche qui se révèle plus complexe que pour les deux autres courants étudiés. Dans tous les cas, le caractère illégal de ce type d'activité a conduit tous les mouvements, quels qu'ils soient, à rendre les individus anonymes pour éviter les sanctions. Cependant, les activités de l'extrême droite comportent deux caractéristiques supplémentaires qui rendent l'attribution d'une action à ce courant d'autant plus malaisé. La première se joue autour de la question du racisme. Si tous les groupes d'extrême droite ont été racistes, en revanche, tous les actes xénophobes n'ont pas été le fruit d'organisations. Comme la plupart d'entre eux n'ont pas été revendiqués et que les enquêtes policières n'ont pas forcément débouché sur l'identification des auteurs, il est difficile de déterminer ce qui a été le résultat d'un acte provenant d'une organisation d'extrême droite ou d'un geste discriminatoire commis par des individus isolés n'ayant pas eu de liens avec des groupes idéologiques. Et la deuxième, c'est que les activités radicales des mouvements d'extrême droite n'ont pas toujours été cohérentes avec leurs objectifs ou leurs valeurs. Bien qu'ils s'en soient pris majoritairement aux immigrés et aux réfugiés, ils ont également pris pour cible des personnes sans qu'aucune raison apparente ne les ait motivé. Dès lors, il est compliqué de distinguer un événement qui peut être rattaché aux activités de mouvements d'extrême droite d'un fait qui en est

34 Pierre Gentile, Maya Jegen, Hanspeter Kriesi, Lionel Marquis, La radicalisation de la droite radicale: une étude de cas, in: Urs Altermatt, Hanspeter Kriesi, *L'extrême droite en Suisse. Organisations et radicalisation au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix*, Editions Universitaires Fribourg Suisse, Fribourg 1995, ici p. 183.

détaché. Malgré cela, dans près de la moitié des actions violentes dirigées contre des minorités sociales (immigrés, réfugiés, homosexuels, Juifs) et à l'encontre de groupes d'extrême gauche, des mouvements d'extrême droite ont pu être identifiés.

L'évolution des répertoires d'action des mouvements d'extrême droite

Les actions violentes de l'extrême droite se sont produites à partir de la moitié des années 1980 jusqu'au milieu des années 2000. Les années 1989 et 1990 ainsi que le début des années 2000 ont vus une recrudescence d'activités qui ont été essentiellement le fait des mouvements skinheads.

A l'instar du conflit jurassien et de l'extrême gauche, les raisons qui sous-tendent ces pics ont traits à la fois au contexte et à l'organisation interne des mouvements. Sociologues, politologues et historiens se sont généralement accordés pour mettre en avant que l'ouverture à un monde globalisé, dans les années 1980, a provoqué une redéfinition des valeurs qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles et que ces transformations ont provoqué un sentiment d'insécurité parmi une partie de la population qui a eu des difficultés à trouver des repères.³⁵

Durant cette période de changements et d'incertitudes, plusieurs mouvements d'extrême droite ont émergé en Suisse: les skinheads, les fronts, le KKK et les mouvements nationaux révolutionnaires. Leurs développements respectifs ont coïncidé avec un racisme ambiant au sein de la population, à l'égard des réfugiés sri-lankais et des pays de l'ex-Yougoslavie fuyant la guerre.³⁶ Racisme qui n'a assurément pas trouvé sa source dans l'arrivée de réfugiés mais qui était déjà largement répandu au sein de la société, alimenté par la normalisation des discours xénophobes et entretenu par une succession d'initiatives, lancées dans les années 1970, visant à limiter l'immigration.³⁷ Ainsi, à la fin des années 1980, le terrain pour une expression agressive du racisme était favorable.

35 Hans Ulrich Jost a également évoqué le lien entre la crise des valeurs et le développement de mouvements réactionnaires ainsi que des idéologies racistes, en Suisse, au début du XX^e siècle. Cf. Hans Ulrich Jost, *A tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire de la Suisse*, Antipodes, Lausanne 2005, pp. 307–321 et 323–342.

36 Hanspeter Kriesi a relevé l'afflux important de réfugiés, dans les années 1990, en Suisse. Cf. Hanspeter Kriesi, *Bewegungen auf der Linken, Bewegungen auf der Rechten: die Mobilisierung von zwei neuen Typen von Sozialen Bewegungen in ihrem Politischen Kontext*, in: *Swiss Political Science Review* 11(1995), ici pp. 38s.

37 Les initiatives dites «Schwarzenbach» du nom de leur initiateur, en 1974 et 1977. Puis celle lancée par l'Action Nationale, en 1977. Et enfin, la cinquième, en décembre 1988. A propos des discours xénophobes, se référer à Gentile, Jegen, Kriesi, Marquis, *op.cit.*, pp. 213–227.

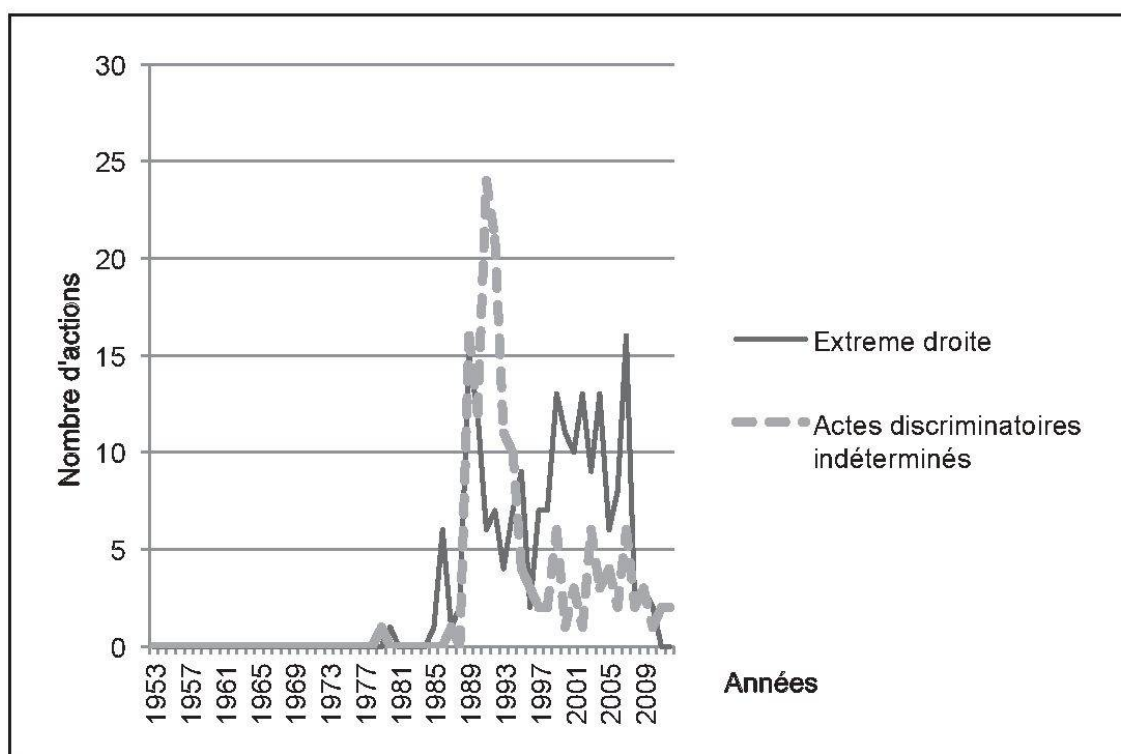


Figure 3. Les différentes phases des répertoires d'action.

Les manifestations violentes de xénophobie ont suscité peu de réactions de la part du gouvernement suisse qui n'a pas été capable d'apporter des réponses satisfaisantes. Les études qui ont été menées sur cette question ont révélé que jusqu'en 1992, les activités radicales des mouvements d'extrême droite n'ont pas rencontré de frein de la part des autorités politiques qui n'ont pas évalué sérieusement la menace qu'ils représentaient. Et c'est essentiellement en raison d'une pression publique qu'elles ont réagi à la multiplication des actions racistes.³⁸ Ce n'est que début 1990, que des mesures pénales et administratives ont été mises en place, ponctuées par l'article de loi pénalisant l'expression publique du racisme et de l'antisémitisme, en 1995. Le changement d'évaluation des autorités vis-à-vis des actes racistes a visiblement eu un impact puisque ceux-ci ont diminué, dès 1995 (figure 3). En revanche, il ne semble pas en avoir eu un sur le répertoire des courants d'extrême droite puisque la quantité des actions violentes s'est maintenue jusqu'en 2007, soit dix ans après l'introduction de la législation.³⁹

38 Skenderovic, *op. cit.*, pp. 309s.

39 Dans une perspective d'analyse des opportunités politiques, Ruud Koopmans a relevé que les mesures répressives n'avaient pas le même impact sur tous les types de mouvements sociaux, du moins pour ce qui est du cas allemand. Selon lui, elles n'ont que peu d'effet sur les mouvements subculturels et contre-culturels. Il démontre que ces groupes

L'augmentation des activités radicales des mouvements d'extrême droite, à partir des années 2000, pourrait avoir trait, également au grossissement des effectifs au sein des mouvements skinheads. La police fédérale a évalué qu'ils étaient entre 600 et 700, en 2000, alors qu'ils n'avaient pas dépassés la barre des 300, les années précédentes, exception faite de 1991, où ils étaient estimés à 700.⁴⁰ Il est possible que l'utilisation généralisée d'Internet, à la fin des années 1990, qui a permis une internationalisation des réseaux, ait contribué au développement de tendances différentes au sein du mouvement skinhead.⁴¹ A la fin des années 1990, ce dernier s'est notamment enrichi de la tendance Blood&Honour qui a fait de nombreux adeptes.

Leurs actions violentes se sont maintenues dans une quantité élevée jusqu'en 2007. Leur déclin, à partir de ce moment pourrait être attribuable à l'essoufflement d'une génération qui ne se renouvelle pas et qui conduirait à son intégration au sein de mouvements d'extrême droite plus structurés. Et à la réussite de leurs objectifs, dans la mesure où les partis politiques, l'UDC en tête, ont repris leurs principales revendications, à propos des immigrés et des réfugiés, dès les années 2000.⁴² Ce qui a rendu leurs interventions radicales dans le but de nourrir un objectif politique désormais caduques.

Les éléments qui ont conduit à une multiplication des activités radicales des mouvements inscrits dans les différents courants politiques sont un ensemble complexe de facteurs qui allient à la fois, les héritages du passé, la culture de l'activisme, les opportunités politiques, les dynamiques internes à chaque groupe et enfin les motivations propres aux activistes. Ce sont les aspects contextuels que cet article visait à mettre en perspective.

ont eu tendance à être plus radicaux que les autres, ce qui a provoqué une surveillance ainsi que des sanctions policières plus sévères. Et ce qui a généralement conduit les mouvements à confirmer leur recours aux activités radicales. Cf. Ruud Koopmans, *Democracy from Below. New Social Movements and the Political System in West Germany*, Westview Press, Boulder 1995.

40 Département fédéral de Justice et Police, rapport de la police fédérale, *Skinheads en Suisse*, 2000 (2^e version), p. 8.

41 Sur l'internationalisation des réseaux, se référer à: Michi Ebata, The Internationalization of the Extreme Right, in: Aurel Braun, Stephen Scheinberg (éd.), *The Extreme Right. Freedom and Security at Risk*, Westview Press, Boulder 1997, pp. 220–228.

42 Marco Giugni distingue trois degrés dans ce qui peut être considéré comme une réussite des mouvements sociaux, dans leurs effets politiques, culturels et individuels. Premièrement, le fait que le mouvement soit reconnu par ses opposants. Ensuite, la satisfaction de ses revendications, ou du moins d'une partie d'entre elles. Et enfin, son intégration dans le système politique, ce qui se traduit par son institutionnalisation. Cf. Marco Giugni, Réussite et échecs des mouvements sociaux, in: Olivier Filleule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, Paris 2009, pp. 469–474.

Pour ce qui a trait au conflit jurassien, c'est un climat général conflictuel sur lequel est venue se greffer une succession d'événements ponctuels défavorables aux séparatistes qui les ont conduit à recourir, tout d'abord, aux moyens institutionnels. Puis, ceux-ci ayant été sans résultats, les séparatistes ont enrichi leur répertoire avec des actions violentes. Avec l'apparition d'un front opposé, ces dernières se sont multipliées avant de s'éteindre au moment où une partie des objectifs a été atteinte.

Isoler les éléments qui ont généré une recrudescence d'actions radicales pour l'ensemble de l'extrême gauche est difficile dans la mesure où les mouvements ont été très variés et que l'évolution des répertoires de chacun d'entre eux devrait être analysée séparément. Néanmoins, certains traits généraux communs peuvent être identifiés. Notamment, le développement de nombreux mouvements révolutionnaires dans un contexte de guerre froide et d'anti communisme a amené les autorités fédérales à exercer une surveillance et une répression marquée à leur égard. Ce qui a conduit certains d'entre eux à radicaliser leurs moyens d'actions. L'influence des luttes menées avec les armes dans les pays limitrophes a aussi probablement conduit certains mouvements helvétiques à exprimer leurs demandes de façon plus musclée. Enfin, l'insuccès de certaines requêtes ayant été formulées par la voie institutionnelle a provoqué également un durcissement des moyens d'actions, notamment pour ce qui concerne les anti nucléaires. L'effondrement du bloc communiste en 1989 a sonné le glas de la plupart des mouvements révolutionnaires et de leurs activités.

Quant à l'extrême droite, c'est essentiellement le développement, dans les années 1980, d'une nouvelle génération de mouvements décomplexés avec l'utilisation de la violence pour faire entendre ses exigences et affirmer son identité, qui a conduit à une recrudescence des actions radicales. Durant la même période, de nombreux réfugiés, fuyant la guerre, sont arrivés en Suisse, dans un contexte de racisme latent ce qui a favorisé l'expression de la xénophobie sur un mode radical.

Ce panorama des différents mouvements helvétiques ayant recouru aux actions violentes ainsi que l'analyse des différentes phases de leurs répertoires a révélé que la Suisse qui se targue d'avoir les outils institutionnels nécessaires permettant de canaliser les requêtes politiques a vécu des épisodes successifs marqués par des revendications formulées de façon radicale.